

Introduction (Emmanuelle Boulineau et David Teurtrie)

- Mer Noire : un territoire clé pour comprendre la question des voisinages (statuts différents des pays de la région)
- Inalco : une démarche interdisciplinaire donc en phase avec l'esprit du CIST ; un séminaire pluridisciplinaire « Pontos » (sur la Mer Noire au sens large) au sein du labo Cree (Centre de Recherche Europe Eurasie)

David Teurtrie : « Union européenne et Union eurasiatique : intégration paneuropéenne ou concurrence géopolitique ? »

- La mer Noire est un espace périphérique convoité
- Les pays bordiers comptent parmi les pays parmi les plus pauvres du continent européen (sauf Russie et Turquie) – plus pauvres mêmes que la moyenne mondiale. Evolution peu favorable depuis la chute de l'URSS
- L'ensemble de ces pays sont en dehors de Schengen (et de la zone euro, sauf Grèce), y c Roumanie et Bulgarie, ces deux pays ne pourront pas entrer ds Schengen même en 2014 ; et en dehors de l'« espace économique commun de la CEI » (moins intégré que Schengen mais libre circulation des biens et des personnes à peu près assurée : Russie, Belarus, Kazakhstan...). Les pays du Caucase sud et la Moldavie furent les derniers à adhérer à la CEI (il faudra attendre 1993-94) ce qui signale les hésitations géopolitiques de ces pays ; à quoi s'ajoutent les séparatismes (en Moldavie et en Géorgie : Ossétie du Sud et Abkhazie, sans parler du conflit arméno-azéri), toujours pas résolus ce qui entrave le dévpt économique et la stabilisation politique.
- Dans les années 2000, l'adhésion des Peco rapproche l'UE de la Mer Noire ; côté oriental, l'Ukraine et le Sud Caucase (GOUAM) s'opposent à la Russie, souhaitant se rapprocher des structures euro-atlantiques.
- **L'union eurasiatique** est un projet important :
 - o union douanière en 2010
 - o libre circulation en 2011
 - o projet de libre circulation des capitaux
 - o Commission eurasiatique – supranationale pour la première fois depuis la fin de l'URSS – mise en place avec siège à Moscou pour réguler cet accord commercial, et peuplée de personnel politique de haut niveau
 - o Transferts budgétaires entre républiques (redistribution des recettes douanières)
 - o impulsé par la Russie, associer les pays les plus riches et productifs de la zone : Belarus et Kazakhstan, avec le projet d'y faire entrer l'Ukraine, ce qui est loin d'être fait. L'Asie centrale pourrait entrer. Ce projet va bien au-delà de la géopolitique gazière soviétique, c'est un véritable projet de dévpt économique régional.
- L'UE critique le projet eurasiatique russe. Les USA critiquent également ce qu'ils considèrent comme une tentative de reconstituer une URSS. Pour les Russes, toute intégration européenne des pays de la CEI qui ne se ferait pas avec la Russie se ferait contre la Russie.
- *Ukraine, Moldavie et Sud Caucase mais aussi Turquie ne sont de fait ni intégrés au projet russe ni intégrés au projet européen.*
- L'Ukraine est l'objet d'une forte concurrence géopolitique entre UE et Russie. Mais simple proposition d'Association entre UE et Ukraine, alors que *la Russie propose un projet supranational plus ambitieux.*
- Poids de l'Allemagne et de la Russie comme partenaires commerciaux des pays de la région.
- **Sommet de Vilnius** (28 et 29 novembre 2013, troisième Sommet du Partenariat oriental) : plusieurs pays de la région devaient signer des Accords d'Association avec l'UE ; les mesures de rétorsion de la Russie vis-à-vis de ces Etats se sont multipliées.
- C'est notamment le cas vis-à-vis de **l'Ukraine** – une véritable guerre économique : prix du gaz en hausse, contournement du territoire ukrainien dans le domaine énergétique notamment, protectionnisme ciblé contre les produits ukrainiens (par exemple les matériels ferroviaires, production classique de l'Ukraine). L'Ukraine est ds une situation économique et financière très difficile, elle aura sans doute besoin du secours du FMI ou... de la Russie. Cette réaction négative russe a un fort impact sur l'économie ukrainienne ; l'intérêt objectif de l'Ukraine serait d'être intégrée aux *deux* ensembles géoéconomiques. Du côté de l'UE on a peut-être été un peu piégé par les décideurs ukrainiens : droits de l'homme et libertés politiques / contre projet d'intégration ; or Tymoshenko est toujours emprisonnée ; la signature de l'Accord d'Association est tout sauf acquise, et la dynamique de démocratisation ukrainienne pourrait s'enrayer. Mêmes type de mesures russes envers la Lituanie.
- Risque d'un échec annoncé : (i) soit la politique ukrainienne ne change pas et ils sont exclus du marché européen (ii) soit la politique ukrainienne ne change pas mais restent associée au marché européen, donc l'UE renonce à ses exigences en matière de droits de l'Homme
- Le rôle de **l'énergie** dans ce rapport de force russe (et européen) est très grand, mais c'est loin d'être le seul dossier. La Russie dit : je baisse mon prix du gaz mais en échange vous (Ukrainiens) me

donnez votre réseau. Un autre objectif russe apparaît donc depuis quelques années : l'intégration eurasiatique.

Conclusion : Un espace en marge des processus d'intégration, qui souffre du manque de concertation entre les Européens eux-mêmes et entre l'UE et la Russie.

Questions/remarques :

Vercueil

- Deux pays ont cédé leur réseau à Gazprom : l'Arménie et le Belarus, les alliés proches de la Russie.
- Le refus de l'Ukraine de ne pas céder son réseau est un atout pour l'Ukraine ; depuis 2006, le volume de livraison de la Russie a été divisé par deux. L'Ukraine n'est plus le plus gros client de Gazprom – c'est désormais l'Allemagne. *L'Ukraine a mieux interconnecté son réseau de gaz au réseau européen ; elle peut donc importer depuis Pologne Slovaquie, (mais du gaz russe !)... La stratégie de 2007 de l'UE était d'intégrer l'Ukraine au réseau européen, et de mobiliser les capacités de stockage pour faire face à tous les besoins.*

Teurtrie

- Oui l'Ukraine a bcp réduit ses importations de gaz depuis la Russie. Cela dit les importations depuis l'UE sont en fait du gaz... russe, mais aux prix européens (un peu moins chers, mais l'Ukraine tient économiquement et symboliquement à cette manip'). La Russie par ailleurs négocie actuellement avec ses clients (hongrois... mais surtout allemands) pour empêcher toute réexportation. L'Ukraine utilise son charbon, réfléchit au gaz de schistes...
- En tout état de cause, la situation économique ukrainienne est très mauvaise, notamment du fait de ses mauvaises relations avec la Russie. Naftogaz en situation de banqueroute.
- Gazprom vend moins cher aux distributeurs privés ukrainiens (compagnie Ostshem de l'oligarque ukrainien Dmitri Firtash) (qui vendent à l'industrie) qu'à l'Etat. *Grande dégradation des relations russo-ukrainiennes depuis quelques années. Or la Russie reste pour l'Ukraine un partenaire économique clé.*
- Les oligarques ukrainiens ont peur d'une ouverture commerciale avec la Russie car ils risqueraient de disparaître. Ils sont donc plus enclins à un partenariat avec l'Europe – mais s'ils parviennent à maintenir leurs privilèges ; la zone de libre-échange proposée par l'UE reste sans doute compatible avec les intérêts de ces oligarques.
- **L'opposition Est (russophone)/Ouest** en Ukraine reste forte, autour de cette question de l'influence européenne v. russe. Mais Yanukovytsch reste sur la lancée pro-occidentale du Yushchenko. D'un autre côté, les élites (politiques et économiques) qui dominent le pays sont russophones (même Tymoshenko), originaires de l'Est de l'Ukraine. L'agenda idéologique, jusqu'à récemment, restait plus inspiré par l'Ouest, car la construction d'un Etat ukrainien indépendant y est plus congruent.

Anne Bretagnolle

- Transport du gaz : le réseau est-il pérenne, résilient / ou très renouvelé et renouvelable ?

Teurtrie

- Le réseau ukrainien couterait très cher à moderniser. La Russie investit des sommes colossales dans de nouvelles infrastructures (conduites et stations de compression), qui contournent l'Ukraine et font doublon avec les (vieilles) infrastructures ukrainiennes.
- Jusqu'à récemment, *80% du gaz russe qui arrivait en Europe passait par l'Ukraine ; on est aujourd'hui à à peine plus de 50%.*
- Autre intérêt de l'Ukraine : ses réservoirs géologiques sont très importants pour l'approvisionnement en gaz de l'Europe pendant la période hivernale : ils sont alimentés par du gaz russe...

Pascal Marchand : « l'espace mer Noire – Caucase, la confusion des échelles »

- Conflit clair entre UE et Russie. Affrontement entre blocs – le rideau de fer a été déplacé vers l'Est (H. Carrère d'Encausse)
- La clé du commerce entre l'Europe et l'Extrême-Orient c'est la Chine ; or le transsibérien n'y va pas et est encombré ; la route polaire est intéressante mais sera forcément limitée (banquise pendant six mois, changement climatique ou pas, ce qui impose une forte mobilisation de brise-glaces y compris dans l'été, et derrière un brise-glaces on circule cinq fois moins vite que normalement). Cette voie ne semble pouvoir être utile que pour l'évacuation des ressources minérales du Nord.
- Pour les Russes, la clé est moins les hydrocarbures que la modernisation économique de la Russie, or les hydrocarbures sont vendus plus chers en Asie orientale qu'en Europe pour faire rentrer l'argent pour moderniser.
- Le new corridor (projet américain soutenu par la Chine, la Norvège, le Kazakhstan...) va de la Chine à l'Europe scandinave et à la côte Est des Etats-Unis (en 10 jours de mer), en passant par la Russie – qui n'est pas chaude et le vieux projet Bielkomour ne fait pas vraiment partie des possibilités (Mourmansk veut rester à dominante militaire et non pas commerciale).
- Dans le golfe de Finlande, le grand dév't portuaire russe se fait autour de St Petersburg (avant-ports russes) pour compenser la perte des ports baltes). Le projet 2030 des Russes est de rapatrier l'export de produits russes via les ports baltes -> sur les ports de St Petersburg.
- En Mer Noire, fort dév't portuaire russe (Temriuk, Novorossiisk, et les petits ports sur la Mer d'Azov bien que sa profondeur soit très limitée) pour compenser la perte des ports ukrainiens. Gros projet

portuaire à Taman (2 Mt en 2012, projet de 100 Mt en 2016 !). *Le total de la façade russe de la mer Noire est à 360 Mt en 2030. Cette façade doit supplanter la façade baltique pour la Russie.* Les importations russes depuis l'Asie orientale empruntent la route des conteneurs via les ports hollandais et belges : il vaudrait mieux pour les Russes de faire plus court en coupant au Pirée pour aller en Russie via la Mer Noire. Mais cela soulève des *pbs de transport* :

- Les axes routiers russes depuis la Mer Noire vers Moscou, sont surchargés, et de gabarit très petit (deux fois une voie, 11 200 km !))
 - Utilisation de la voie fluviale (canal Volga-Don, depuis la mer d'Azov) : permettrait d'irriguer une grande part de la Russie utile. Mais écluses très nombreuses sur ce canal Volga-Don, et trop petites, à moderniser ; en outre, parfois il n'y a pas assez d'eau dans la partie sud (Don). Enfin le barrage de Volgograd constitue un pb (érosion des berges, baisse du niveau de l'eau...)
 - Le Bosphore est ultra saturé, les pétroliers doivent attendre des délais énormes. Le contournement pétrolier par voie terrestre (oléoduc Burgas-Alexandroupolis), au Nord par la Bulgarie, pourrait désengorger – mais l'UE (et la Bulgarie) ne veut pas. De même un autre projet de contournement par une voie Turquie-Russie en mer Noire (en prolongement d'un pipe traversant l'Anatolie : Ceyhan-Samsun) n'avance pas. Un projet turc de deuxième canal avance mais il faudra dix ans.
 - Les relations russo-turques sont bonnes, on ne comprend pas pourquoi ce projet russo-turc (Ceyhan-Samsun) n'avance pas
- ((Teurtrie : Déclaration russe qui envisage d'associer la Turquie au projet Eurasiatique – mais pour le moment c'est une simple déclaration. Côté turc cela pourrait intéresser car il y a un *fort courant 'asiatique' chez les décideurs turcs, notamment dans l'espace Mer Noire-Caspienne.*))
- Le projet TRACECA ('route de la soie') est un projet européen antirusse, mais au prix de deux ruptures de charges (côtes Ouest et Est de la Caspienne).
 - Nabucco a capoté jusqu'à présent.
- ➔ *La Mer Noire est prise dans ces enjeux géoéconomiques et géopolitiques qui la dépasse de beaucoup.*

L'Ukraine est particulièrement victime de cette situation :

- Elle avait une production de haute technologie en URSS
 - porte-avions
 - aéronautique : Antonov – mais ses avions ne se vendent pas en Russie ni ailleurs, et Airbus n'a nulle envie de lui laisser de la place → 30.000 emplois de haute technologie menacés
 - aérospatial : 20.000 emplois, pas plus de place sur la scène internationale.
- Le conflit Russie / UE pèse donc lourdement sur l'économie ukrainienne.

Débat

- André Ratchinski (Inalco) sur Arkhangelsk : port plus apte au commerce (même si bloqué par les glaces quatre mois par an) ?

Marchand :

- Non, car la glace est prégnante.

Teurtrie :

- Pour les décideurs de Russie, si l'Ukraine signe l'Accord avec l'UE l'industrie ukrainienne migrera en Russie, qui, elle, développe ses projets de haute technologie. L'émigration ukrainienne est déjà massive et croissante vers la Russie (et l'Europe pour les Ukrainiens de l'Ouest, gréco-catholiques). Cette émigration ukrainienne en Russie était destinée aux services à la personne, elle devient aussi une émigration de cadres techniques.
- Les IDE occidentaux en Ukraine sont limités ; d'autant que les exports vers la Russie depuis ces IDE ne se feront pas, pour des raisons politiques ! Le projet d'espace économique européen incluant le Belarus et l'Ukraine (années 1990) n'a pas marché.
- Le transsibérien est-il si lent que cela ? Oui, la vitesse est faible pour les voyageurs comme pour les marchandises. L'axe est saturé (deux voies sur l'essentiel du trajet). Les projets de trafic conteneurs n'ont pour le moment rien donné. De manière générale, la vitesse moyenne en Russie d'une charge marchandises n'a pas évolué depuis les années 1950 (de l'ordre de 30 km/heure !). Et la route est d'emblée congestionnée. Le premier ruban d'asphalte sur l'entièreté du trajet russe Est-Ouest date de 2010 ! De toute façon, le trafic intercontinental ne pourra pas, essentiellement, passer par la route.
- Le projet d'autoroute St Petersburg-Moscou sera éclairant : PPP, première autoroute payante. Investissement requis énorme, d'autant que la corruption renchérit considérablement les coûts.

P. Beckouche : deux programmes de recherche sur le territoire des voisinages : ESPON ITAN et Envirogrid

Ces deux programmes ont en commun

- (i) de porter sur les liens entre territoire de l'UE et voisinages
- (ii) d'être fondés sur la constitution de **bases de données et d'outils web cartographiques** facilitant le dialogue entre chercheurs et surtout **entre chercheurs et décideurs**
- (iii) le tout en compatibilité avec la directive européenne INSPIRE portant sur la mise à disposition des données numériques territoriales et sur la qualité de métadonnées renseignées (afin de pouvoir actualiser ces bases de données)

- Cette manière conjointe de voir et analyser le territoire de l'UE et les territoires des voisinages, autorise une **vision commune de cette vaste région**.

Envirogrid

- Projet 7^{ème} PCRD 2009 - 2013, 30 partenaires, budget € 8.1m. Il porte sur un territoire de 2.2 mio. km², 24 pays (ceux du bassin versant de la Mer Noire), 160 million habitants
- Un "hot spot" environnemental :
 - Facteurs d'un dévt non soutenable: mauvaise gestion des déchets et de l'eau, déchets industriels importants, pratiques agricoles non optimales (notamment l'irrigation). Projet centré sur la ressource en eau et notamment son usage agricole
 - conséquences: pollution de surface et souterraine, eutrophisation de la Mer Noire (même si le programme est surtout centré sur les territoires terrestres des pays du bassin versant), érosion
 - effets: déclin de la qualité de vie, pbs sanitaires, biodiversité en baisse, ressource en eau déclinante
- Objectifs:
 - Mesurer la ressource en eau, hier, aujourd'hui et demain via des modèles du changement climatique
 - Constituer une base de données ouverte et des outils web (enviroGRIDS geoportal) permettant une cartographie interactive, ainsi qu'une large diffusion des rapports du consortium
 - Cette base de données est compatible avec INSPIRE mais aussi avec le Global Earth Observation System of Systems (GEOSS)
 - Apporter les résultats de recherche aux décideurs (notamment ceux de la Black Sea Commission-BSC et de l'International Commission for the Protection of the Danube River-ICPDR), et sensibiliser les usagers et citoyens sur les enjeux environnementaux de la Mer Noire

ITAN (projet en cours)

- pour la première fois l'UE (via son programme de recherche dédié aux territoires, « ESPON » (qui a le grand intérêt de jeter des ponts entre résultats de recherche / et décideurs européens), consacré de l'argent pour connaître les territoires des pays du voisinage, de la Russie au Maroc.
- Une base de données à l'échelle locale (niveau Oblast, Wilayas, Gouvernorats, donc intermédiaire entre départements et régions français) comportant des données démographiques, sociales, économiques, (un peu) environnementales. Ambition modeste, mais grande difficulté techniques (non comparabilité de données, besoin de méta données très précises).
- Enjeu : mieux faire connaître les voisinages aux Européens, s'éloigner d'une relation limitée au contrôle des migrations et à la sécurisation des approvisionnements énergétiques, convaincre que les voisinages ce sont aussi des opportunités de marchés pour les Européens – or les Voisinages sont en train d'échapper, commercialement, à l'Europe.

A. Laporte et E. Boulineau, sur l'analyse des relations diplomatiques dans la région pontique dans ITAN

- **Question directrice** : y a-t-il entre pays de l'UE et pays voisin intégration régionale / ou divergence ?
- Le *Case Study* Mer Noire fait l'analyse des relations (politiques et économiques) entre l'Europe et les pays de la mer Noire. A cet égard, il y a un travail sur les jumelages des villes de la Mer Noire et un autre sur les relations diplomatiques
- Base de données sur les relations diplomatiques : analyse de la présence d'ambassades et des représentations diplomatiques pluri-pays. Pour l'UE, en général, on dépend du voisin situé immédiatement plus à l'Ouest. Mais en Mer Noire, d'autres polarités apparaissent, avec la Russie (poids clair sur la géographie de la représentation diplomatique de la Géorgie, de l'Ukraine, du Kazakhstan, de la Moldavie) et de la Turquie (plus modeste, de même pour la Bulgarie).
- Base de données sur les jumelages ('diplomatie des villes') : une approche des liens entre espaces locaux / et l'international. Question : ces jumelages sont-ils particulièrement tournés vers l'Europe ? La Russie apparaît souvent, mais aussi, dans quelques cas, la Chine (pour certains ports très tournés vers le trafic asiatique). Le poids de l'Europe ressort plus faible qu'attendu ; le principal résultat est la diversité des partenariats urbains.

Julien Vercueil : « Mer Noire, quels enjeux de dévt économique pour la Russie ? »

- L'Organisation de coopération économique de la Mer Noire (BSEC)
 - o 12 membres : Sud Caucase, Russie, Ukraine, Bulgarie, Roumanie, Moldavie, Grèce, Serbie, Albanie) ; création en 2012
 - o L'institution fonctionne, elle a un Secrétariat permanent (basé en Turquie), des réunions régulières de haut niveau (Ministres affaires étrangères) y compris ds les périodes de tension. Organes permanentes : une assemblée parlementaire (75 parlementaires), un Conseil d'Affaires (Business Council) donnant la voie des hommes d'affaires, un think tank : le Centre d'Etudes Internationales (ICBSS), une banque de dévt (BSTDB) qui finance des projets de quelques centaines de millions d'euros.
 - o Des groupes de travail thématique se réunissent (assistance dans les situations d'urgence, énergie verte, santé, culture, transport, tourisme... Mais pas de réunions sur l'énergie, thème trop stratégique).
 - o Mais reste peu productive sur le plan des décisions. Peu de prise sur le réel, peu fonctionnelle.
 - o Echanges commerciaux : en faible croissance. Tout de même, la part de l'intra régional est croissante : 13% en 1999 et 16% en 2011.

- Parallèlement, il y a près d'une trentaine d'autres organismes de coopération internationale mobilisant au moins un des pays de cette région (exemple : sécurité navale Mer Noire, etc.) (toutes ne sont pas focalisées sur la Mer Noire).
 - Une croissance économique régionale moyenne (4% en 2010 et 2011, 2,5% en 2012)
- Que pèse la région pour la Russie ?
 - La Russie représente 56% du PIB régional, la Turquie 22%.
 - Le Conseil National de Russie pour la coopération économique de la Mer Noire est le cadre institutionnel de référence pour la Russie.
 - Commerce extérieur (moyenne 2008-2011) : l'Ukraine (5% des échanges) est le 4^{ème} partenaire de la Russie, la Turquie 6^{ème} (3,7%), ces deux pays progressant rapidement dans le commerce russe – quoique moins rapidement que la Chine, premier partenaire russe pour les exportations en 2011 (devant les Pays-Bas : effet Rotterdam et devant l'Allemagne); au total ces pays de la Mer Noire font **10,4% du commerce extérieur russe**. Solde commercial positif pour les marchandises (énergie comprise), pas pour les services (transports : Ukraine notamment, et tourisme →Turquie notamment).
 - IDE : chiffres sujets à caution. 60% des IDE entrants en Russie proviennent de paradis fiscaux, idem pour les sortants.
- Le dév't à proximité de la Mer Noire : le territoire de **Krasnodar**
 - Fenêtre sur la Mer Noire, 6 millions d'habitants. Brevets : territoire bien placé (mais évidemment très loin de Moscou). Région prioritaire depuis 2000 pour les investissements nationaux ; boom des invsts russes (en roubles constants), notamment du fait de l'équipement de la station de Sochi pour les jeux olympiques 2014 (depuis 2008, pharaoniques, à quoi s'ajoute le projet Coupe du monde 2018), mais aussi pour un gazoduc sous-marin qui sera mis en service en 2014 dans le District fédéral. Le district fédéral ds lequel se trouve Krasnodar ne représente que 2% des IDE en Russie : donc l'investissement local est surtout russe, et peu international.
- Les enjeux énergétiques
 - Volumes de pétrole ds les réseaux Transnefts : forte augmentation en Baltique, stagnation en Mer Noire (Bosphore congestionné) – même si Transnefts ne fait pas tous les transports.
 - Livraisons ukrainiennes de Gazprom : 60 bm3 en 2006, 32 en 2012 (même si le gaz importé par l'Ukraine est en fait du gaz d'origine russe), une différence de 4 b dollars ! Premiers clients de Gazprom : Allemagne 15/, Ukraine, 15% Turquie 13%

Débat

- Dans les évaluations de la Banque mondiale sur la gestion urbaine, deux villes russes ont une évaluation positive dans cette région : Krasnodar, et Rostov.
- On ne sait pas quelle est la présence des diasporas et milieux d'affaires issus des pays de la région, à Krasnodar ; la minorité arménienne historique est importante.

Gaidz Minassian (AFRS et Le Monde) : « le Caucase entre union douanière eurasiennne et Association avec l'UE »

- Les pays du partenariat oriental sud Caucasiens sont obsédés par les questions de sécurité. Abkhazie et Ossétie du Sud : une situation de type colonial ; conflit du Haut Karabakh encore très sensible.
- Quand l'UE lance le partenariat oriental, elle **ne mesure pas assez cette question clé de la sécurité**. Ces pays ont de la mémoire : le génocide de 1915, mais aussi l'inertie européenne face à l'intervention russe en Abkhazie et l'Ossétie du Sud – Sarkozy n'a fait qu'entériner l'annexion russe. Impuissance européenne à influencer sur les réalités politiques de cette région.
- La question de l'Association vs. union douanière eurasiatique est préemptée par cette question clé de la sécurité ; tant que l'Europe n'aura pas de poids sur elle, les accords régionaux n'avanceront pas (même chose qu'à Gaza : à quoi bon se faire financer des bâtiments qui seront bombardés ensuite ?). **La Russie, ds cette région, apparait comme un partenaire plus crédible que l'UE.**
- La Géorgie va signer à Vilnius, mais le pays veut aussi normaliser ses relations avec la Russie. Un appel russe est lancé à la Géorgie pour rejoindre l'union douanière. Depuis la guerre de 2008, la Géorgie essaie de trouver une voie moyenne : non plus l'Otan, mais l'Europe ; cela dit sa marge de manœuvre est étroite vis-à-vis de la Russie.
- L'Azerbaïdjan ne signera rien à Vilnius, car en retard (droits de l'homme, démocratie... une même famille au pouvoir depuis les années 1970!). Mais le pays étant intégré dans la politique énergétique européenne ds le cadre de la diversification des sources d'énergie, cela lui suffit, en termes de relations avec l'UE.
- Arménie : très favorable en principe à l'UE. Le Premier ministre déclare (2013) qu'il ne peut pas rentrer ds l'union douanière au motif qu'elle n'a pas de frontière commune avec la Russie ; or le 3 septembre 2013, déclaration du Pdt arménien disant que le pays va adhérer ! Explication : les pressions russes (prix du gaz) ont été trop fortes. Le pays ne peut pas laisser la Russie trop se rapprocher de l'Azerbaïdjan, car le Karabakh est en jeu. L'UE n'est pas unanime face à cette volte-face : Polonais, Suédois, Lituanie, Baltes, s'insurgent ; mais ni les Français ni les Allemands, qui défendent une position plutôt modérée face à la Russie. L'UE déclare que rien ne sera signé avec l'Arménie tant que la question du Karabakh ne sera pas résolue – or l'UE ne tranche pas sur le Karabakh, elle soutient... les deux parties ! Par rapport à l'accord avec l'UE, Poutine a demandé que l'Arménie signe d'abord l'union douanière. Le prix du gaz russe a baissé immédiatement ; le commandant d'une base russe près de la Turquie a déclaré pour la première fois que la Russie

interviendrait militairement en cas d'attaque du Karabakh par l'Azerbaïdjan. Les Russes envisagent l'entrée du Ht Karabakh dans l'union douanière !

- Cinq siècles de domination russe au Caucase, partie la plus proche du Proche-Orient pour la Russie : la Russie n'en repartira pas facilement. Lien essentiel avec les crises syrienne mais aussi iranienne.
- Iran : en cas de normalisation de la communauté internationale avec l'Iran, cela désenclavera le Caucase du Sud par le Sud, ouvrira de nouvelles routes pour les hydrocarbures iraniens (gaz et pétrole).
- Les relations de Moscou avec l'Azerbaïdjan, l'Arménie bien sûr, mais même la Géorgie, sont bonnes ou se normalisent. Les relations Arménie-Géorgie sont assez bonnes (le président Georgien envisage de rejoindre l'Union douanière, chose impensable du temps de Saakashvili car un marché agricole à investir).
- On ne veut plus entendre parler de guerre dans la région, surtout avant Sotchi – qui pourrait profiter à l'Abkhazie mais aussi à la Géorgie.
- **Vilnius risque d'être un camouflet pour l'UE, surtout si l'Ukraine, pays clé, ne signe pas.** On va pouvoir mesurer à quel point l'UE est vraiment attractive.

Débat et conclusion

- Si l'Ukraine rentrait ds l'UE (ce qui n'est pas jouable) que deviendrait la Russie ? Elle ne peut rester isolée. La question de la relation UE/Russie est donc déterminante.
- P. Beckouche : pour l'UE, les voisinages sont décidément très sujet à caution, déterminés par des enjeux géopolitiques vastes et complexes. Trois situations de voisinage semblent assez 'stables' pour l'Europe : les Balkans occidentaux, la Russie, et le Maghreb malgré le Printemps arabe.
- Conclusion du séminaire : il faut **poursuivre ces échanges de vue interdisciplinaires et inter-établissements sur les voisinages européens.**